



RÉGION
**Nouvelle-
Aquitaine**

NEO
TERRA



NOTICE D'INFORMATION à l'attention des bénéficiaires

Mécanisation en zone de Montagne en Limousin

Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations Agricoles

**Cette notice présente les principaux points de la réglementation.
Lisez-la avant de remplir la demande.
Si vous souhaitez davantage de précisions, contacter la**

REGION NOUVELLE-AQUITAINE – SITE DE BORDEAUX
DIRECTION DE L'AGRICULTURE, L'AGROALIMENTAIRE ET LA PECHE
SOUS-DIRECTION EN CHARGE DE LA PECHE, L'INSTALLATION, L'HYDRAULIQUE ET LA MONTAGNE.

CONTACTS :

OBJET TECHNIQUE : JEAN-LOUIS JAUREGUIBERRY - 05 57 57 51 41 - 06 34 47 35 38
jean-louis.jaureguiberry@nouvelle-aquitaine.fr

OBJET ADMINISTRATIF : LAURA LAGRENE : 05 57 57 80 18
laura.lagrene@nouvelle-aquitaine.fr

Evolution entre les versions :
Version V1.0 du 04 février 2022 : version originale

IMPORTANT :

- Le formulaire de demande d'aide (fichier Word) ne doit en aucun cas être modifié par le bénéficiaire. Toute modification ou suppression de paragraphes pourra entraîner l'irrecevabilité de la demande.

SOMMAIRE DE LA NOTICE

1- Présentation synthétique du dispositif	P2
2- Indications pour vous aider à remplir les rubriques du formulaire	P4
3- Rappel de vos engagements	P6
4- La suite qui sera donnée à votre demande	P7
5- En cas de contrôles	P8

ATTENTION:

Les investissements de mécanisation spécifiques zone Montagne déposés dans le cadre du présent appel à projets de la Région Nouvelle-Aquitaine **ne sont pas cumulables** avec le programme d'aides aux investissements en exploitations pour le développement des protéines végétales, mis en place par FranceAgriMer (FAM) en décembre 2020.

Le bénéficiaire s'engage à informer le service instructeur de toute autre demande d'aide publique formulée et/ou attribuée sur son projet.

L'opération « Mécanisation en zone Montagne en Limousin » se présente sous la forme d'un appel à projets avec une période de dépôt de dossiers complète unique, permettant un dépôt de dossiers « **au fil de l'eau** » au cours de la période :

	Début de dépôt de dossier	Fin de dépôt de dossier complet
Période	04 février 2022	31 juillet 2022

Il est vivement conseillé de transmettre son dossier **le plus en amont possible** de la date de fin de période.

LE FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE

Le formulaire de demande d'aide constitue à lui seul votre demande de subvention. Vous déposerez ce formulaire accompagné de l'ensemble des pièces justificatives nécessaires auprès de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Pyrénées Atlantiques.

N'hésitez pas à demander les renseignements nécessaires pour vous permettre de remplir le formulaire qui correspond à votre projet.

1- Présentation synthétique du dispositif**1.1 Présentation du dispositif et de ses objectifs**

Cette mesure soutient l'acquisition de matériel spécifique indispensable à la pratique de l'agriculture en montagne dans un objectif d'amélioration des conditions de travail et de réduction de la pénibilité et de la dangerosité du travail sur pentes.

Ce type d'opération contribue à l'objectif transversal de maintien de l'agriculture en zone de montagne en privilégiant l'acquisition de matériels adaptés.

Il permet de réaliser les divers travaux agricoles en optimisant les conditions de travail, en sécurisant les travaux de fenaison, d'épandages, de traction et transports, tout en réduisant la pénibilité du travail. Cela favorise ainsi l'entretien des espaces et de l'ouverture des milieux.

Ces équipements spécifiques contribuent aussi à améliorer l'autonomie fourragère de l'exploitation.

1.2 Qui peut demander une subvention ?

Les financements publics accompagnant cette opération s'adressent aux agriculteurs et groupement d'agriculteurs tel que précisé dans l'article 3 de l'appel à projets/candidatures.

Les bénéficiaires **non éligibles** à l'opération sont les suivants :

- les Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole (CUMA),
- les Coopératives agricoles ainsi que leurs filiales.

Remarque : les CUMA sont éligibles aux aides PCAE via les dispositifs « Investissement dans les exploitations agricoles en CUMA » et « Adaptation au changement climatique en arboriculture et viticulture, protection contre le gel et la grêle ».

L'achat en **copropriété** est possible en désignant un chef de file et en contractualisant avec une convention de partenariat.

1.3 Quelles sont les zones géographiques concernées ?

Sur le territoire Nouvelle-Aquitaine – **dans les départements de Haute-Vienne, de Creuse et de Corrèze**. Le siège d'exploitation du demandeur doit se situer en **zone de montagne** (zones agricoles défavorisées : zone haute montagne et montagne).

1.4 Quelles dépenses sont éligibles ?

Sont éligibles les équipements spécifiques liés à:

- Ouverture des milieux / maintien activité sécurisée / portance sols humides / reconquête milieux / exploitation,
- Clôture des parcelles accidentées ou pentues,
- Gestion de l'activité de pâturage / éloignement / conditions climatiques.

Investissements **non éligibles** :

- Le remplacement à l'identique d'un matériel,
- Le matériel d'occasion.
- Les autres postes listés sur l'Appel à Projets.

1.5 Quelles sont les conditions d'éligibilité du projet ??

L'article 4 des appels à projets précise certaines conditions nécessaires pour que le projet soit éligible à cette opération et notamment :

- Diagnostic d'exploitation :

Réalisation d'un diagnostic d'exploitation permettant de démontrer la pertinence des investissements proposés. Ce diagnostic pourra être réalisé par les Chambres d'Agriculture, par le PNR Plateau Millevaches ou par une association pastorale reconnue (APML), avec appui de l'animateur "Natura 2000" dans les zones concernées.

- Périodicité des dossiers :

Le dépôt d'un nouveau dossier pour une même exploitation agricole (même numéro de SIRET) devra obligatoirement être postérieur à la réception de la demande de solde par le service instructeur du Conseil Régional du dossier « Mécanisation en zone de montagne en Limousin » précédent.

La subvention accordée au titre de ce dispositif n'est pas cumulable avec une autre aide publique, cofinancée ou non par l'Union Européenne (prêts bonifiés hors installation, programme opérationnel des OCM, ...). Les investissements éligibles au titre de ce dispositif ne sont pas éligibles à des mesures du PDR Limousin.

Les investissements portés collectivement par une **CUMA** relèvent de la mesure **4.1.3** du PDR Limousin. De même les investissements collectifs **pastoraux** relèvent des mesures **7.6.8** du PDR Limousin.

1.6 Quel est le montant maximal des aides publiques ?

La subvention est calculée sur la base du **montant éligible HT** de chaque matériel auquel est appliqué un taux d'aide.

L'investissement éligible doit être supérieur à **4.000 € HT**, et est éventuellement plafonné par type de matériel (voir l'appel à projets « Mécanisation en zone de montagne en Limousin »).

Le taux d'aides est de **40%**.

ATTENTION

L'engagement de l'aide est effectué dans la limite des crédits disponibles pour l'année.

Le montant de la subvention qui peut être accordé est prévisionnel, le montant définitif de l'aide qui sera versée, sera calculé en fonction des investissements effectivement réalisés et éventuellement plafonnés au type de matériel.

2-Indications pour vous aider à remplir les rubriques du formulaire

Le demandeur devra impérativement compléter le formulaire de demande d'aide joint à l'appel à projets/candidatures.

2.1 Identification du demandeur

La possession d'un numéro SIRET est un préalable obligatoire pour tout demandeur.

Tous les entrepreneurs individuels ou les personnes morales immatriculés au registre du commerce et des sociétés, au répertoire des métiers, employeur de personnel salarié, soumis à des obligations fiscales ou bien bénéficiaires de transferts financiers publics disposent d'un n° SIRET ou SIREN (pour les exploitations individuelles). Si vous ne connaissez pas votre n° SIRET : vous pouvez le retrouver sur le site internet gratuit « manageo.fr » rubrique « informations entreprises », et pour les exploitations individuelles : <https://www.sirene.fr>

Si vous êtes un entrepreneur individuel ou une personne morale mais que vous n'êtes pas immatriculé(e), veuillez-vous adresser au Centre de Formalités des Entreprises (CFE) de la Chambre Départementale d'agriculture.

Coordonnées du demandeur

Il est important de pouvoir communiquer facilement avec vous (par exemple dans le cas de pièce manquante dans votre dossier) et par tous les moyens que vous jugez utiles (mobile, fixe, courriel).

Veuillez indiquer l'**adresse postale** de votre exploitation pour l'envoi des courriers et décisions juridiques.

2.2 Caractéristiques de l'exploitation

Vous indiquez les caractéristiques de l'exploitation pour vos productions animales et/ou végétales.

2.3 Indicateurs régionaux

Ces indicateurs sont à renseigner impérativement dans un objectif d'évaluation des politiques publiques. Le non renseignement de ces indicateurs vaudra demande incomplète.

2.4 Identification du projet

Vous indiquerez la **localisation du projet** (commune) où se déroulera le projet ainsi que la date prévisionnelle d'acquisition de votre matériel pour lequel vous demandez une aide.

Vous indiquerez également l'ensemble de vos dépenses prévisionnelles dans les tableaux du formulaire. Les dépenses prévisionnelles s'établissent sur la base de **2 devis estimatifs** émis par des concessionnaires ou des fournisseurs différents pour **chaque matériel** à acquérir dont le coût est compris entre 4.000 € et 90.000 € HT et **3 devis estimatifs** pour les postes de dépenses supérieurs à 90.000 € HT.

Sous réserve de justification, le porteur de projet peut choisir de retenir le devis présentant le montant le plus élevé. Toutefois, le montant retenu au titre des coûts raisonnables sera plafonné à plus 15% par rapport au devis le plus bas.

Les devis doivent comporter à minima les mentions suivantes :

- la date d'émission du document,
- le n° du document,
- les nom et prénom ou la raison sociale de la personne physique ou morale qui produit le document ainsi que son adresse (un identifiant prouvant l'existence légale est vivement recommandé : exemple un N° SIRET),
- les nom et prénom ou la raison sociale de la personne physique ou morale qui est destinataire du document ainsi que son adresse,
- la nature de la dépense et la quantité (avec l'unité utilisée),
- le montant unitaire HT, le montant de la TVA et le montant TTC,
- le montant **des rabais, remises et ristournes, ainsi que le montant des reprises de matériels.**

Des pièces justificatives complémentaires pourront vous être demandées à la rubrique 7 « Liste des pièces à joindre au dossier » du formulaire de demande d'aide.

Vous devez en quelques lignes seulement décrire le projet pour lequel vous sollicitez une aide, ce qui ne vous dispense pas de joindre tout document (technique, publicitaire, commercial) plus détaillé de présentation de votre projet.

2.5 Les critères de sélection

Les dossiers doivent être transmis complets par voie dématérialisée au Conseil Régional avant la clôture de la période d'appel à projets. Ils seront instruits et présentés au Comité de sélection des dossiers.

Les dossiers seront classés en fonction du score obtenu selon les critères ci-après :

- Présence d'un nouvel installé (NI) sur l'exploitation c'est-à-dire un agriculteur installé (avec ou sans DJA) depuis moins de 5 ans au dépôt de la demande d'aide,
- Exploitation partiellement ou totalement en mode de culture biologique ou en conversion,

- Exploitation engagée dans une certification environnementale de niveau 3 sur l'ensemble des ateliers de l'exploitation,
- Exploitation pratiquant la transhumance,
- Périodicité de la demande.

Les dossiers **P1** atteignant une note supérieure ou égale à **40** points sont examinés au fil de l'eau suite à la période d'appel à projets, lors d'un Comité de sélection.

Les dossiers **P2** atteignant une note comprise entre **20 et 39** points au cours de la période seront examinés par le Comité de sélection à la fin de la période de l'appel à projets, en fonction de leur note (scoring) et **de l'enveloppe budgétaire disponible**.

Les dossiers **P3**, atteignant la note minimale de **10** points, seront pris en compte dans l'ordre de dépôt des dossiers, et seront finançables une fois **les P1 et P2 financés** et **en fonction de l'enveloppe budgétaire**.

PRINCIPES DE SELECTION	DEFINITION DU CRITERE	POINTS
Favoriser les projets liés à la préservation de l'environnement	Projet porté par une exploitation certifiée ou engagée dans une démarche de certification environnementale : - de niveau 3 sur l'ensemble des ateliers de l'exploitation (au moment de la demande d'aide ou de la demande de solde), OU Projet porté par une exploitation engagée dans le mode de production biologique au moment de la demande d'aide : conversion, maintien, totale ou partielle	20 25
	Pratique de la transhumance au moment de la demande d'aide	20
Favoriser le renouvellement générationnel	Projet porté par une exploitation comportant au moins un jeune agriculteur/nouvel installé au moment de la demande d'aide	40
Favoriser le soutien aux exploitations n'ayant pas récemment bénéficié d'une aide publique pour l'acquisition de matériel de montagne	Exploitation n'ayant pas bénéficié d'une aide publique «Mécanisation en zone de montagne en Limousin» depuis le 1er janvier de l'année N-5.	10

2.6 Plan de financement prévisionnel du projet

A noter : Alter'NA est un fond de garantie publique créée par la Région Nouvelle-Aquitaine, qui vise à favoriser l'accès au crédit dans le secteur agricole et agroalimentaire. Cet instrument est financé par du FEADER et des fonds Région.

Ses bénéficiaires peuvent profiter des avantages suivants :

- réduction des cautions personnelles exigées par la banque,
- conditions d'accès aux prêts facilitées,
- réduction du taux d'intérêt des prêts.

Cet instrument de garantie peut venir en complément au présent appel à projets dans la limite du taux maximum d'aide publique.

Il convient de prévenir dès que possible le service instructeur de la Région Nouvelle-Aquitaine de l'octroi de ce prêt.

La Région Nouvelle-Aquitaine vérifiera si un prêt aura été octroyé et dans ce cas, la subvention pourra être* pour tout ou partie réduite et/ou récupérée. Cette réduction pourra notamment être décidée lors de la dernière demande de solde.

Pour plus d'informations : <https://www.alter-na.fr/>

*notamment si le taux maximum d'aide public est dépassé ou si le prêt a été accordée pour les mêmes dépenses que celles prévues dans la demande de subvention.

Vous indiquerez ici l'ensemble des contributeurs financiers à la réalisation de votre projet. Vous pourrez remplir cette partie avec l'aide du Conseil régional si nécessaire.

3- Rappel de vos engagements

Vous cochez vos engagements dans la rubrique 7 « Obligations générales – Engagements du demandeur » du formulaire de demande d'aide.

Les engagements du demandeur

Pour être éligible, une dépense doit avoir fait l'objet d'une demande de subvention **avant** le début d'exécution du projet.

Attention :

Vous **n'êtes pas autorisé à démarrer** votre programme d'acquisition (bon de commande, devis accepté et signé, versement d'acompte, paiement de factures) **avant d'avoir déposé votre dossier de demande d'aides avec les pièces minimales** au :

Région Nouvelle-Aquitaine – Site de Bordeaux

Direction de l'Agriculture, l'Agroalimentaire et la Pêche

Sous-Direction en charge de la Pêche, l'Installation, l'Hydraulique et la Montagne.

Les dossiers devront être déposés de manière dématérialisée, à l'adresse de messagerie suivante :

jean-louis.jaureguiberry@nouvelle-aquitaine.fr

Pendant la durée d'engagement, vous devez notamment :

☐ **Respecter la liste des engagements du formulaire de demande d'aide.**

☐ **Vous soumettre à l'ensemble des contrôles (contrôles administratifs et sur place) prévus par la réglementation**

☐ **Informez la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Pyrénées Atlantiques et la Région Nouvelle-Aquitaine – site de Bordeaux en cas de modification du projet, du plan de financement, de l'un des engagements auquel vous avez souscrit en signant le formulaire de demande.**

☐ **Maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les investissements ayant bénéficié des aides pendant une durée de 5 ans à compter de la date de paiement du solde de l'aide européenne.**

☒ **Rester propriétaire de l'investissement pendant une durée de 5 ans à compter du paiement final de l'aide. Le remplacement pourra être possible dans les seuls cas d'obsolescence du matériel ou de matériels endommagés. Les nouveaux investissements seront achetés (sans aide) à un prix supérieur au prix de vente de l'ancien matériel et conservés jusqu'à la fin de la période minimale d'engagement.**

4- La suite qui sera donnée à votre demande

ATTENTION

Le dépôt du dossier ne vaut, en aucun cas, engagement de la part des financeurs de l'attribution d'une subvention. Vous recevrez ultérieurement la notification de la subvention.

Le Conseil régional vous enverra un récépissé de dépôt de dossier.

Par la suite, vous recevrez : soit un courrier vous demandant des pièces justificatives manquantes, soit un courrier vous indiquant que votre dossier de demande de subvention est complet.

Après analyse de votre demande en Comité de sélection, vous recevrez soit une décision juridique attributive de subvention, soit une lettre vous indiquant que votre demande est rejetée, ainsi que les motifs de ce rejet.

4.1 Si une subvention vous est attribuée :

Modalités de paiement :

Le crédit-bail, la location financière et la délégation de paiement ne sont pas acceptés, et tout investissement financé par l'un de ces biais est éligible.

Les investissements financés par crédits classiques (hors crédit-bail et hors locations financières) sont éligibles : le paiement direct de la banque au fournisseur dans le cadre de ce prêt est autorisé sous réserve de la fourniture par le bénéficiaire des justificatifs appropriés prouvant le paiement.

Le bénéficiaire effectue sa **Demande de Versement de la Subvention sur le site de la Région : <https://mes-demarches.nouvelle-aquitaine.fr>**

Si vous ne possédez pas de compte, vous pourrez en créer un avec votre n° Siret, pensez à bien conserver les identifiants qui vous seront communiqués.

Des pièces justificatives pourront être annexées. Ces pièces sont listées dans la décision juridique d'octroi de l'aide (ex. : tableau récapitulatif des dépenses certifié par l'expert-comptable, factures certifiées acquittées par le fournisseur, photos des investissements ...).

L'instruction de la demande de paiement est faite par les services de la Région. Ils vérifient la réalité de la dépense et mandatent le Trésorier/Direction Générale de Finances Publiques, qui procède au paiement de l'aide régionale par virement bancaire.

Est précisée dans la décision juridique la date limite pour effectuer la demande de versement et de transmission des justificatifs. Toutefois en cas de retard dans le déroulement de l'opération, celui-ci pourra faire l'objet d'une prorogation. Dans ce cas, le bénéficiaire devra adresser un courrier dûment motivé à la Région et ce avant l'expiration du délai pour lequel il sollicite une prorogation.

4.2 Délais de réalisation

Vous disposez d'un délai de :

- **6 mois** pour démarrer les travaux à compter la date de notification de la décision juridique. Une demande de prolongation de un an maximum peut être accordée sur demande motivée au Conseil Régional.
- **18 mois** maximum pour réaliser et terminer les travaux à compter de la **date de démarrage des travaux**.

Une demande de prolongation de délai de **6 mois** peut être accordée sur demande motivée au Conseil Régional, sans pouvoir toutefois dépasser **la limite d'envoi de la demande de paiement, fixée au 30 décembre 2024**.

4.2 Que deviennent les informations que vous avez transmises ?

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide. Les destinataires des données sont la Région Nouvelle-Aquitaine uniquement.

Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez-vous adresser à la:

Région Nouvelle-Aquitaine – Site de Bordeaux

Direction de l'Agriculture, l'Agroalimentaire et la Pêche

Sous-Direction en charge de la Pêche, l'Installation, l'Hydraulique et la Montagne.

5- En cas de contrôle

Modalité des contrôles : tous les dossiers ne font pas l'objet d'un contrôle. A partir du moment où il a été sélectionné, un dossier fait l'objet d'un contrôle sur place (après information du bénéficiaire 48h à l'avance, le cas échéant).

Le contrôle porte sur tous les renseignements fournis dont les attestations sur l'honneur et sur vos engagements. Le contrôleur doit vérifier l'exactitude des éléments indiqués dans le formulaire de demande d'aide, et vérifier que vous avez respecté les engagements souscrits.

En cas d'anomalie constatée, le Conseil régional vous en informe et vous donne la possibilité de présenter vos observations.

ATTENTION

Le refus de contrôle, la non-conformité de votre demande ou le non-respect de vos engagements peuvent entraîner des sanctions

5.1 Points de contrôle

Le contrôle sur place permet de vérifier :

- la réalité de la dépense que vous avez effectuée à partir de pièces justificatives probantes ;
- la conformité de ces dépenses aux dispositions réglementaires, au cahier des charges et aux travaux réellement exécutés ;
- la cohérence de la dépense avec la demande initiale ;
- le respect des règles communautaires et nationales relatives aux appels d'offre publics et aux normes pertinentes applicables.

5.2 Pièces qui peuvent être demandées lors d'un contrôle

- les devis et factures originaux,
- les relevés de compte bancaire,
- la comptabilité et tous les documents originaux relatifs au respect de la commande publique.

5.3 Sanctions en cas d'anomalies

Lorsque le bénéficiaire **n'a pas maintenu dans un bon état fonctionnel et pour un usage identique pendant cinq ans après le versement du solde du dossier ou a cédé** les investissements matériels ayant bénéficié des aides, revendu le matériel subventionné ou cessé l'activité agricole, il devra rembourser le montant d'aide versé majoré des intérêts au taux légal en vigueur.

Pour consulter ou imprimer l'appel à projets, le formulaire et cette notice pour l'année 2022.

Lien sur le site de la Région Nouvelle-Aquitaine :

<https://les-aides.nouvelle-aquitaine.fr/economie-et-emploi/pcae-mecanisation-agricole-en-zone-de-montagne>

ANNEXE 1 : LISTE DES ORIENTATIONS TECHNICO-ECONOMIQUES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES (OTEX)

Le choix du rattachement de l'exploitation à un OTEX est faite sur la base du chiffre d'affaires (C.A) de la ou des production(s) concernée(s) qui dépasse 2/3 du total du C.A. de l'exploitation (année N-1 par rapport à l'année de dépôt du projet).

Libellé	Code
Céréales oléoprotéagineux et plantes sarclées (grandes cultures)	13 (sauf 1320) + 1410 + 1420
Riz	1320
Légumes frais de plein champ	1430
Tabac	1441
Plantes à parfums, aromatique et médicinales	1660
Maraîchage (dont melon et fraise)	28
Fleurs et horticulture diverse (dont champignon, etc..)	29
Viticulture d'appellation	37
Autre viticulture	38
Arboriculture	39-1
Oléiculture	39-2
Autres fruits en cultures pérennes	39-3
Polyculture	60
Bovins lait	41
Bovins viande naisseur	42-1
Bovins viande engraisseur	42-2
Veaux de boucherie	42-4
Bovins lait et viande	43
Ovin lait	4410-1
Ovin viande	4410-2
Caprin lait	4430-1
Caprin viande	4430-2
Autres herbivores (dont chevaux)	45
Truies reproductrices	5011
Porc engraissement	5012 + 5013
Poules pondeuses	5021
Poulets de chair	50-2
Palmipèdes foie gras	50-3
Autres palmipèdes	50-4
Autres volailles	50-5
Lapins	50-6
Abeilles	8231
Autres animaux	46
Polyélevage orientation herbivore (compris chevaux)	71
Polyélevage orientation granivore	72
Grandes cultures et herbivores (polyculture élevage)	81
Autres associations (hors abeilles)	82 (sauf 8231)
Exploitations non classées	90

